



JORF n°0072 du 26 mars 2010 page 6014
texte n° 27

DECRET

**Décret n° 2010-333 du 25 mars 2010 modifiant le décret n° 2008-371 du 18 avril 2008
relatif à la coordination de la lutte contre les fraudes et créant une délégation nationale à
la lutte contre la fraude**

NOR: BCRX1007534D

Le Président de la République,
Sur le rapport du Premier ministre, du ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique et du ministre
du budget, des comptes publics et de la réforme de l'Etat,
Vu le [code du travail](#) ;
Vu l'[ordonnance n° 58-1270](#) modifiée portant loi organique relative au statut de la magistrature, notamment son
article 12 ;
Vu le [décret n° 2004-374 du 29 avril 2004](#) modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des
services de l'Etat dans les régions et départements ;
Vu le [décret n° 2008-371 du 18 avril 2008](#) relatif à la coordination de la lutte contre les fraudes et créant une
délégation nationale à la lutte contre la fraude ;
Vu l'avis du conseil de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés en date du 23 février
2010 ;
Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse nationale des allocations familiales en date du 2 mars 2010 ;
Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés en date
du 3 mars 2010 ;
Vu la lettre de saisine du conseil d'administration du régime social des indépendants en date du 8 février 2010 ;
Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse centrale de la mutualité sociale agricole en date du 26 février
2010 ;
Vu l'avis du conseil d'administration de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale en date du 26 février
2010 ;
Vu l'avis du conseil de l'Union nationale des caisses d'assurance maladie en date du 25 février 2010 ;
Le conseil des ministres entendu,
Décrète :

Article 1 En savoir plus sur cet article...

Le titre Ier du décret du 18 avril 2008 susvisé est ainsi modifié :

I. — A l'article 2 :

1° Le 6° est remplacé par les dispositions suivantes :

« 6° De coordonner l'activité des comités mentionnés au titre II ; »

2° Les mots : « la direction générale des impôts, la direction générale de la comptabilité publique, » sont
remplacés par les mots : « la direction générale des finances publiques, » et les mots : « délégation de lutte contre
la fraude » sont remplacés par les mots : « délégation nationale à la lutte contre la fraude ».

II. — L'article 5 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Chaque année, le comité national approuve un plan national d'orientations qui est mis en œuvre par les comités
mentionnés au titre II. »

III. — Le 2° de l'article 7 est remplacé par les dispositions suivantes :

« 2° Définir les actions incombant prioritairement aux comités mentionnés au titre II, en matière de lutte contre le
travail illégal, ainsi qu'aux services de contrôle ; ».

Article 2 En savoir plus sur cet article...

Le titre II du même décret est remplacé par les dispositions suivantes :

« TITRE II

« DISPOSITIONS RELATIVES
À LA COORDINATION AU PLAN LOCAL

« Art. 8.-Il est créé, dans chaque département, un comité de lutte contre la fraude chargé de définir, dans le respect des dispositions du [décret du 29 avril 2004 susvisé](#), les procédures et actions prioritaires à mettre en place pour améliorer la coordination de la lutte contre les fraudes portant atteinte aux finances publiques et contre le travail illégal. En particulier, le comité veille aux échanges d'informations entre organismes de protection sociale, d'une part, et entre ces organismes et les services de l'Etat concernés, d'autre part.

« Art. 9.-Le comité, présidé conjointement par le préfet et le procureur de la République près le tribunal de grande instance du chef-lieu du département, se réunit aussi souvent que nécessaire et au moins trois fois par an. Il est composé de magistrats, de représentants d'organismes locaux de protection sociale et de représentants des services de l'Etat. Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'intérieur, de la justice, du travail, du budget et de la sécurité sociale fixe la liste des membres du comité.

« Le comité peut entendre et recueillir tous avis utiles de personnalités et de représentants de services, d'organismes ou de collectivités ayant une action en matière de lutte contre la fraude dans le département.

« Le comité est saisi par le délégué national à la lutte contre la fraude, par les agents de contrôle ou leurs chefs de service, de toute situation susceptible de justifier l'organisation d'une action coordonnée ou conjointe. Il rend compte périodiquement de son action à la délégation nationale à la lutte contre la fraude.

« Le comité est convoqué en formation restreinte par le procureur de la République territorialement compétent chaque fois que la mise en œuvre d'une action judiciaire l'exige. Il comprend alors, outre un représentant du préfet, les agents des organismes de protection sociale ainsi que les fonctionnaires et militaires dont les compétences sont requises pour l'examen de questions ou le suivi de procédures dont il se saisit.

« Art. 10.-Le comité dispose d'un secrétariat permanent, assuré par un ou plusieurs agents des services ou organismes mentionnés à l'article 9, dont l'un au moins est compétent en matière de lutte contre le travail illégal, désignés conjointement par les deux présidents.

« Le secrétariat permanent prépare les réunions du comité et apporte son concours technique à l'organisation des opérations de contrôle. Il communique les relevés de décisions et les synthèses d'opérations à la délégation nationale à la lutte contre la fraude.

« Il s'assure de la transmission, entre les services chargés du contrôle, du recouvrement et du service des prestations et allocations, des informations et documents nécessaires à l'accomplissement de leurs missions.

« L'agent compétent en matière de lutte contre le travail illégal assure le traitement statistique des procès-verbaux relatifs aux infractions de travail illégal définies par le [code du travail](#).

« Art. 11.-Dans le département de Paris, les attributions confiées au préfet par le présent titre sont exercées par le préfet de police. »

Article 3 En savoir plus sur cet article...

Au titre III du même décret, il est inséré, après l'article 13, un article 13 bis ainsi rédigé :

« Art. 13 bis. - Les dispositions du présent décret, à l'exception de l'article 3, peuvent être modifiées par décret. »

Article 4 En savoir plus sur cet article...

Le Premier ministre, le ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat, la ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la justice et des libertés, le ministre des affaires étrangères et européennes, la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, le ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique, le ministre de la défense, la ministre de la santé et des sports, le ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'Etat, le ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche, le ministre de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire et le ministre de la jeunesse et des solidarités actives sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 25 mars 2010.

Nicolas Sarkozy

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

François Fillon

Le ministre du budget, des comptes publics

et de la réforme de l'Etat,

François Baroin

Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie,

de l'énergie, du développement durable et de la mer,

en charge des technologies vertes

et des négociations sur le climat,

Jean-Louis Borloo

La ministre d'Etat, garde des sceaux,

ministre de la justice et des libertés,

Michèle Alliot-Marie

Le ministre des affaires étrangères

et européennes,

Bernard Kouchner

La ministre de l'économie,

de l'industrie et de l'emploi,

Christine Lagarde

Le ministre de l'intérieur,

de l'outre-mer et des collectivités territoriales,

Brice Hortefeux

Le ministre du travail, de la solidarité

et de la fonction publique,

Eric Woerth

Le ministre de la défense,

Hervé Morin

La ministre de la santé et des sports,

Roselyne Bachelot-Narquin

Le ministre de l'alimentation,

de l'agriculture et de la pêche,

Bruno Le Maire

Le ministre de l'immigration,

de l'intégration, de l'identité nationale

et du développement solidaire,

Eric Besson

Le ministre de la jeunesse

et des solidarités actives,

Marc-Philippe Daubresse